

Île-de-France

La création d'entreprise en 2023 et son évolution depuis 2012

Avertissement : les évolutions des créations d'entreprises enregistrées depuis le début de l'année 2023 doivent être interprétées avec une grande prudence. Depuis le 1er janvier 2023, les formalités de création d'entreprises sont effectuées obligatoirement sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important a fragilisé le suivi conjoncturel des créations d'entreprises au cours de l'année 2023, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene. Toutefois, l'effet de ce changement sur la mesure du volume annuel des créations d'entreprises est globalement limité.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et emplois créés	page 7
5. Focus départements	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)	page 10
8. Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 11
9. Note méthodologique	page 12

La création d'entreprise dans la région en 2023 : principaux résultats

- 295 726 entreprises ont été créées en Île-de-France en 2023, représentant 28 % des nouvelles entreprises de l'année en France.
- La création d'entreprise sur ce territoire augmente ainsi de + 2 % par rapport à 2022, contre - 2 % en France métropolitaine hors Île-de-France et - 1 % dans l'ensemble du pays.
- Dans cette région, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les micro-entrepreneurs : + 6 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre - 3 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- La région compte 242 créations pour 10 000 habitants, contre 137 en France métropolitaine hors Île-de-France et 157 dans l'ensemble du pays.
- A minima, 21 539 emplois ont été créés dans la région par les 5 254 nouvelles entreprises de l'année qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 55 % de la création totale d'entreprise de la région. Les trois premières sont :
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 31 503 créations (- 16 %) ;
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 24 157 créations (+ 23 %) ;
 - autres services personnels n.c.a. (9609Z) avec 10 184 créations (+ 18 %).
- Les 3 activités avec la plus forte hausse du nombre de créations d'entreprises sont :
 - promotion immobilière d'autres bâtiments (4110C) avec 265 créations (+ 452 %) ;
 - hébergement touristique et autre hébergement de courte durée (5520Z) avec 884 créations (+ 119 %) ;
 - autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. (8299Z) avec 4 991 créations (+ 87 %).
- 193 entreprises ont été créées en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; soit 0 % des créations de la région), 24 293 en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 8 %), 4 156 dans les Petites villes de demain (PVD ; 1 %) et 13 839 dans les communes Actions cœur de ville (ACV ; 5 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 200 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2020 (dernière année disponible). Il est de 175 en France métropolitaine hors Île-de-France et de 181 en France entière.
- 31 893 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2021 (dernière année disponible), soit 11 % de la création totale d'établissement dans le secteur marchand non agricole de la région (296 962).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs de la région et de la France

Année 2023	Île-de-France	France métropolitaine hors Île-de-France	France entière
Créations d'entreprises	295 726	721 354	1 051 476
Micro-entrepreneurs ^a	181 754	468 849	667 446
Entreprises classiques	113 972	252 505	384 030
Stock d'entreprises	1 477 478	4 117 399	5 793 516
Taux de renouvellement (%) ^c	200	175	181
Évolution annuelle (%)			
Créations d'entreprises	+ 2,4	- 2,4	- 1,0
Micro-entrepreneurs ^a	+ 6,4	+ 1,7	+ 3,1
Entreprises classiques	- 3,5	- 9,1	- 7,4
Création dans les territoires "aidés"			
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	193	104 677	120 074
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	24 293	230 973	289 662
Petites villes de demain (PVD)	4 156	74 526	82 885
Actions cœur de ville (ACV)	13 839	85 566	112 324
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	31 893	51 531	86 432
Création pour 10 000 habitants			
Toutes communes confondues	242	137	157
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	133	109	112
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	191	124	133
Petites villes de demain (PVD)	155	114	117
Actions cœur de ville (ACV)	196	137	149
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	203	158	167

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-3 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2020.

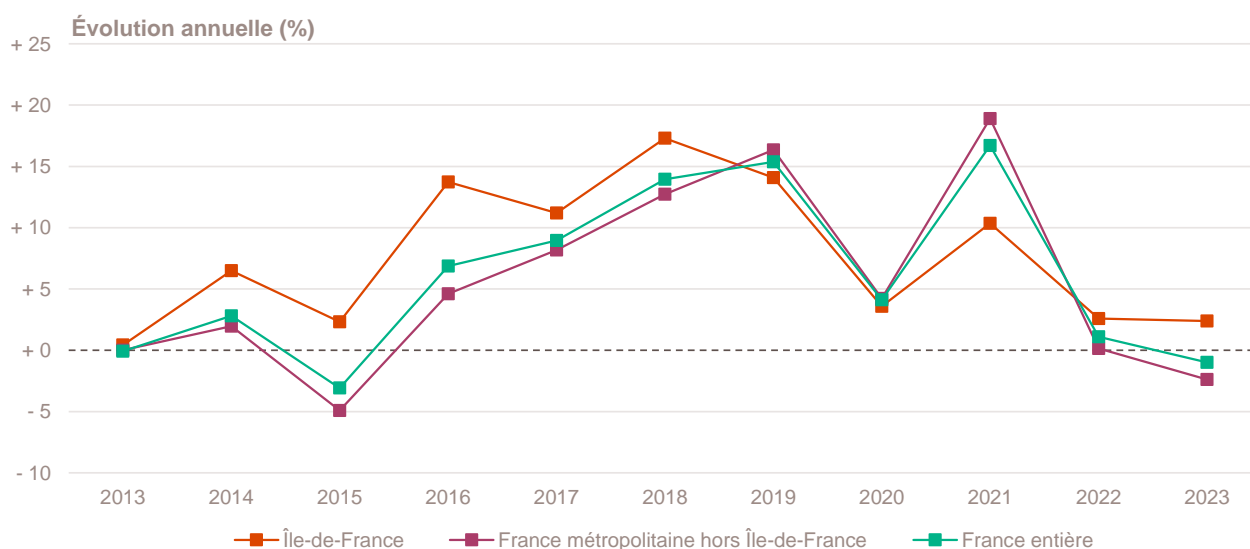
c. Rapport pour mille (%) du nombre de créations en 2023 sur le stock d'entreprises existantes au 31 décembre 2020 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2021 (dernière année disponible). Les données par QPV, sont communiquées dans les fiches départementales. Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2013



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (‰)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	25 705	128	- 1,8	+ 2,4	46,7
Industrie	7 346	162	+ 7,5	+ 6,0	55,0
Construction	18 359	118	- 5,0	+ 1,4	43,4
Activités de type commerce	62 103	170	+ 6,2	+ 5,7	56,0
Commerce de détail	24 994	204	+ 10,1	+ 4,8	52,0
Commerce de gros	7 172	97	- 20,6	+ 3,7	36,8
Commerce de bouche ^a	512	71	- 7,6	+ 6,5	46,1
Commerce et réparation automobiles	4 491	186	+ 5,6	+ 5,7	44,5
Hébergement	1 343	183	+ 76,9	+ 11,5	30,2
Restauration	7 150	114	+ 13,5	+ 5,8	44,1
Services en direction des personnes	16 441	245	+ 10,5	+ 8,6	81,0
Activités de type services	207 918	228	+ 1,8	+ 10,0	64,9
Immobilier	7 707	123	- 14,0	+ 10,7	39,6
Transports et entreposage	38 097	337	+ 21,7	+ 22,0	80,0
Activités scientifiques et techniques	65 986	221	- 11,3	+ 9,9	65,5
Activités de soutien aux entreprises	24 385	321	+ 33,7	+ 7,6	66,8
Information et communication	27 785	254	+ 12,5	+ 7,6	63,8
Enseignement	14 997	269	- 3,6	+ 9,4	84,1
Arts, spectacles et activités récréatives	10 011	220	+ 10,4	+ 3,4	64,0
Santé humaine et action sociale ^b	9 866	105	- 13,4	+ 8,3	43,7
Activités financières et d'assurance	9 084	158	- 14,5	+ 10,7	9,9
Activités des sociétés holding	2 155	72	- 28,0	+ 4,3	0,0
Total Île-de-France	295 726	200	+ 2,4	+ 8,1	61,5

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

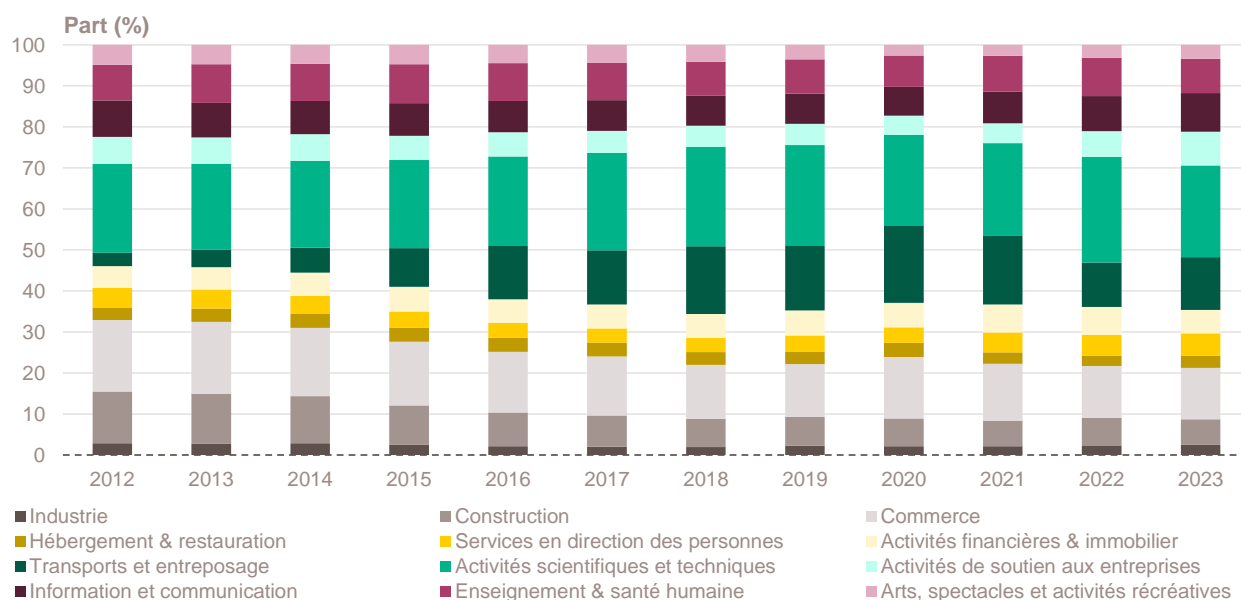
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2023, 295 726 entreprises ont vu le jour en Île-de-France, un nombre en hausse de + 2,4 % par rapport à 2022, pour une évolution annuelle moyenne de + 8,1 % entre 2012 et 2022. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur transports et entreposage, avec 337 nouvelles entreprises en 2023 pour 1 000 entreprises existantes en 2020 dans ce secteur (200 sur l'ensemble de la région, tous secteurs confondus).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

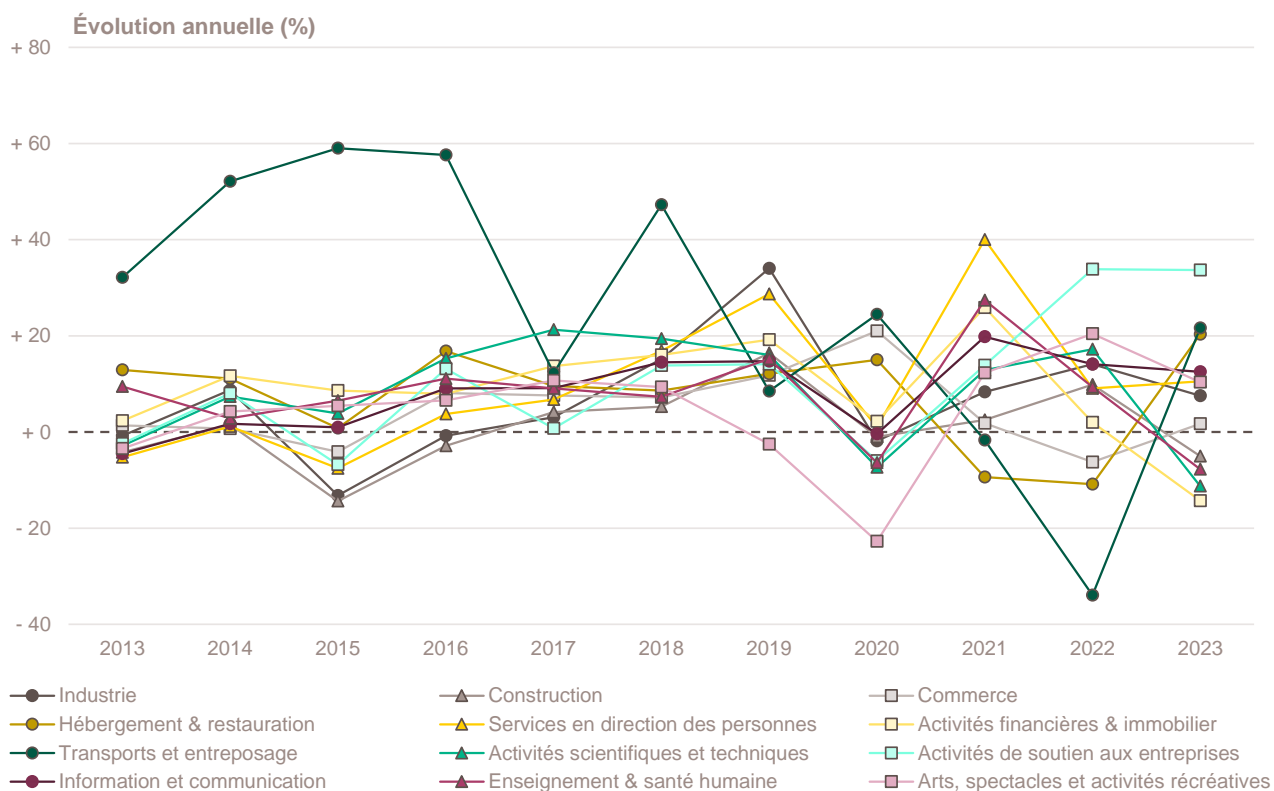
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2012



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2013



Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	31 503	- 15,9	+ 14,0
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	24 157	+ 23,0	+ 63,5
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	10 184	+ 17,6	+ 14,9
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	9 374	+ 19,0	+ 16,3
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	8 656	+ 11,8	+ 9,9
6201Z - Programmation informatique	8 508	+ 16,4	+ 12,2
4791A - Vente à distance sur catalogue général	7 838	+ 81,5	+ 14,5
7410Z - Activités spécialisées de design	7 061	- 6,7	+ 11,9
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	6 899	+ 4,8	+ 18,0
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	6 666	+ 37,4	+ 16,0
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	6 470	- 39,7	+ 13,2
8559B - Autres enseignements	5 399	- 9,8	+ 17,1
8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	4 991	+ 87,3	+ 7,9
6630Z - Gestion de fonds	4 269	+ 6,8	+ 42,3
6831Z - Agences immobilières	3 937	- 4,3	+ 10,1
6910Z - Activités juridiques	3 437	- 2,0	+ 3,7
7112B - Ingénierie, études techniques	3 198	+ 10,7	+ 6,9
8559A - Formation continue d'adultes	3 108	- 14,5	+ 5,4
5610C - Restauration de type rapide	3 081	+ 2,4	+ 6,3
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	3 073	+ 7,9	+ 10,3

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
4110C - Promotion immobilière d'autres bâtiments	265	+ 452,1	+ 9,1
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	884	+ 119,4	+ 14,2
8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	4 991	+ 87,3	+ 7,9
4791A - Vente à distance sur catalogue général	7 838	+ 81,5	+ 14,5
5829C - Édition de logiciels applicatifs	480	+ 76,5	- 0,1
7120B - Analyses, essais et inspections techniques	453	+ 76,3	+ 3,6
8220Z - Activités de centres d'appels	331	+ 75,1	- 4,9
8129A - Désinfection, désinsectisation, dératisation	248	+ 71,0	+ 16,7
7810Z - Activités des agences de placement de main-d'œuvre	278	+ 70,6	+ 3,5
3511Z - Production d'électricité	1 724	+ 66,2	+ 15,6
4941A - Transports routiers de fret interurbains	2 062	+ 55,9	+ 18,3
7311Z - Activités des agences de publicité	1 829	+ 55,3	- 0,7
7320Z - Études de marché et sondages	342	+ 53,4	- 0,2
7010Z - Activités des sièges sociaux	2 215	+ 52,1	+ 5,4
8560Z - Activités de soutien à l'enseignement	1 102	+ 49,3	+ 10,5
8891A - Accueil de jeunes enfants	683	+ 44,7	+ 18,2
6209Z - Autres activités informatiques	321	+ 43,3	- 14,0
8553Z - Enseignement de la conduite	680	+ 42,0	+ 9,7
4339Z - Autres travaux de finition	835	+ 39,6	- 1,6
4939B - Autres transports routiers de voyageurs	315	+ 39,4	- 8,6

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 215 créations d'entreprises en Île-de-France.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	1 445	- 53,4	+ 4,4
8690F - Activités de santé humaine non classées ailleurs	1 707	- 43,1	+ 6,6
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	6 470	- 39,7	+ 13,2
7711B - Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	271	- 38,7	+ 5,4
6202B - Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	349	- 37,3	+ 11,5
6810Z - Activités des marchands de biens immobiliers	856	- 36,9	+ 10,6
6430Z - Fonds de placement et entités financières similaires	385	- 34,9	+ 4,6
8542Z - Enseignement supérieur	758	- 31,7	+ 10,9
4120A - Construction de maisons individuelles	1 375	- 30,8	+ 1,7
6619B - Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	845	- 29,2	+ 17,0
6420Z - Activités des sociétés holding	2 155	- 28,0	+ 4,3
4799A - Vente à domicile	2 795	- 26,5	+ 11,0
4110D - Supports juridiques de programmes	664	- 21,8	+ 4,7
4771Z - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	517	- 20,8	- 2,3
4941B - Transports routiers de fret de proximité	1 052	- 20,0	+ 3,6
1071C - Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	249	- 19,9	+ 4,8
4775Z - Comm. de dét. de parfumerie et de produits de beauté en magasin spé.	224	- 19,7	+ 3,6
6820B - Location de terrains et d'autres biens immobiliers	2 124	- 19,7	+ 11,9
8899A - Autre accueil ou accomp. sans hébergement d'enfants et d'adolescents	348	- 19,4	+ 33,0
8690D - Activités des infirmiers et des sages-femmes	1 138	- 19,2	+ 9,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 215 créations d'entreprises en Île-de-France.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

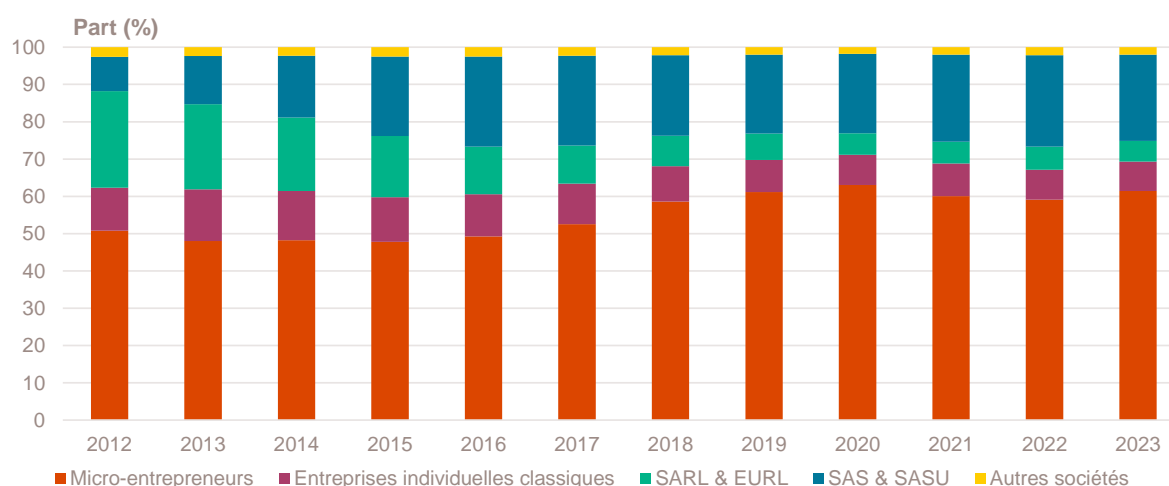
La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
Entreprises individuelles	204 937	69,3	+ 5,7	+ 8,9
Micro-entrepreneurs	181 754	61,5	+ 6,4	+ 9,7
Entreprises individuelles classiques	23 183	7,8	- 0,0	+ 4,2
Sociétés	90 789	30,7	- 4,3	+ 6,6
SARL & EURL	16 522	5,6	- 7,8	- 6,3
SAS & SASU	68 361	23,1	- 3,5	+ 19,2
SCI	274	0,1	+ 483,0	- 12,9
Autres ^a	5 632	1,9	- 7,8	+ 6,5
Total Île-de-France	295 726	100,0	+ 2,4	+ 8,1

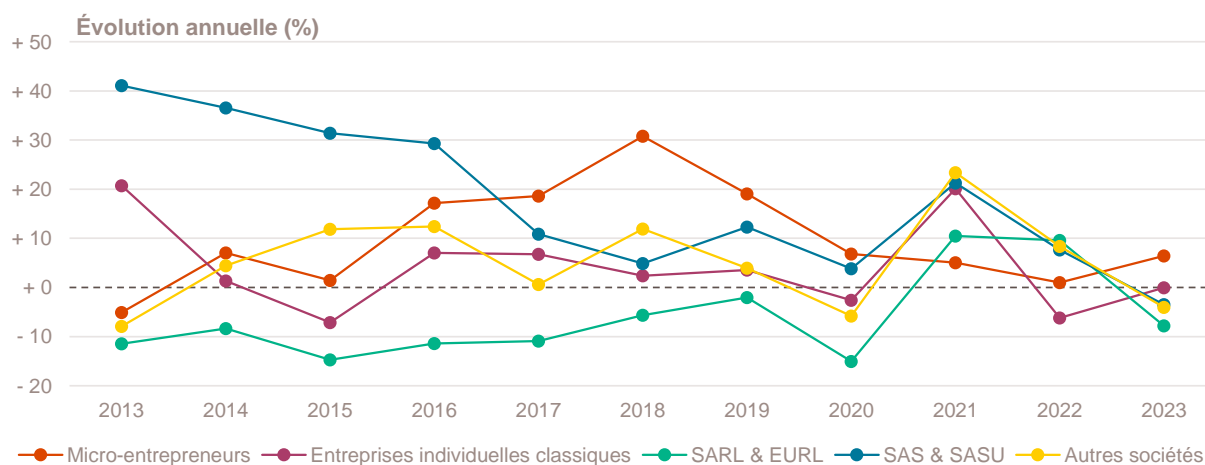
a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.
 Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
 Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise par nature juridique depuis 2012



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
 Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2013



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
 Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et emplois créés

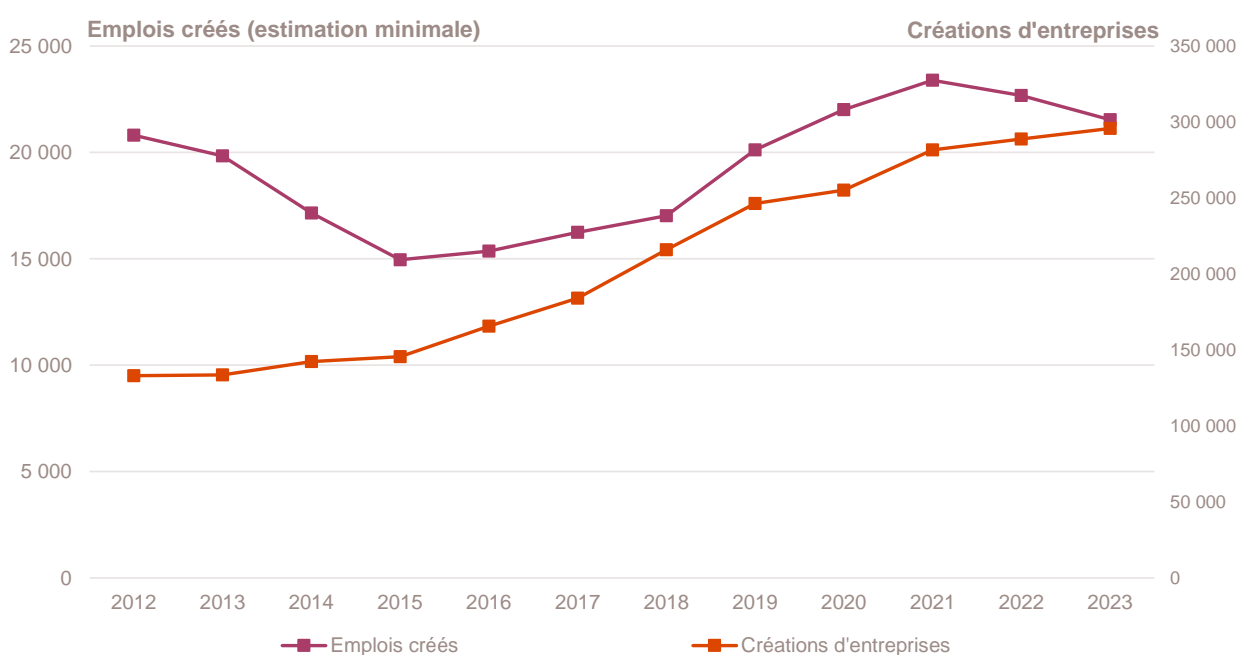
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	290 472	98,2	+ 2,7	+ 8,4
Employeuses	5 254	1,8	- 11,3	- 0,9
1 à 2 salariés	3 178	1,1	- 14,2	- 1,9
3 à 5 salariés	357	0,1	- 26,5	- 2,5
6 à 9 salariés	110	0,0	+ 2,8	- 3,4
10 salariés et plus	1 609	0,5	- 1,0	+ 3,0
Total Île-de-France	295 726	100,0	+ 2,4	+ 8,1

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique une tranche pour le nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans la région.

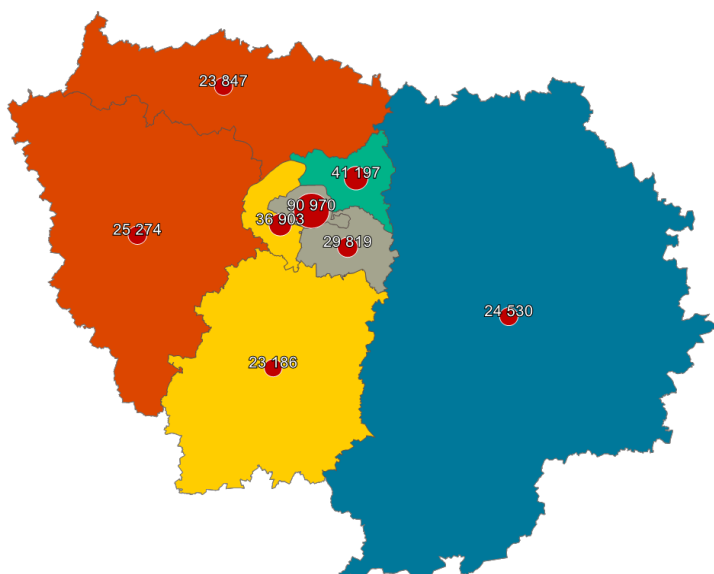
Lecture : en 2023, au moins 21 539 emplois ont été créés en Île-de-France par les entreprises qui ont vu le jour dans l'année, soit une baisse de - 5 % par rapport à 2022 et une hausse de + 0,9 % en moyenne tous les ans entre 2012 et 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus départements

Carte régionale de la création d'entreprise par département et son évolution

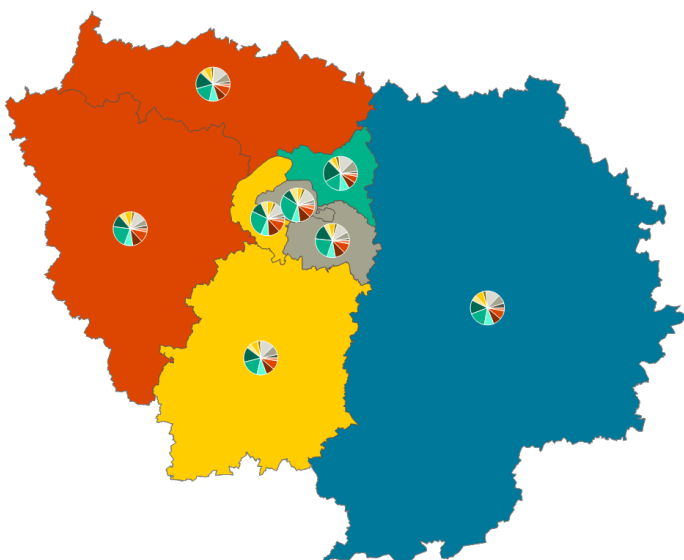


Évolution du département par rapport à sa région



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte régionale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par département



Répartition par secteur d'activité



Évolution du département par rapport à sa région



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

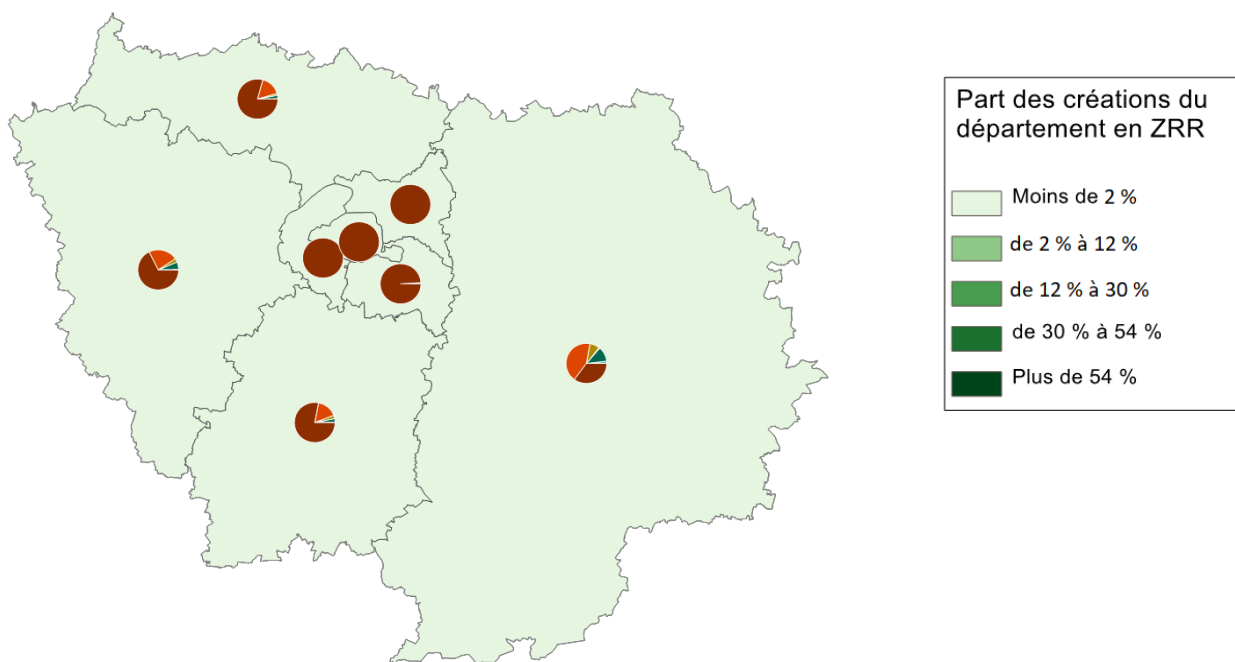
Création d'entreprise par type de commune

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part des créations en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	13	0,0	84,6	- 13,3	+ 3,2	167
Rurale éloignée peu dense	50	0,0	68,0	+ 22,0	+ 4,3	233
Rurale périphérique très peu dense	549	0,2	7,7	- 2,0	+ 5,7	185
Rurale périphérique peu dense	5 840	2,0	1,8	- 0,3	+ 6,4	187
Bourg	12	0,0	0,0	- 36,8	+ 12,2	176
Petite ville	154	0,1	0,0	- 9,4	+ 6,1	162
Urbaine périphérique peu dense	3 662	1,2	0,0	- 3,9	+ 6,5	175
Urbaine dense	24 169	8,2	0,0	- 1,4	+ 8,0	213
Urbaine très dense	261 277	88,4	0,0	+ 2,9	+ 8,1	200
Total Île-de-France	295 726	100,0	0,1	+ 2,4	+ 8,1	200

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte régionale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)

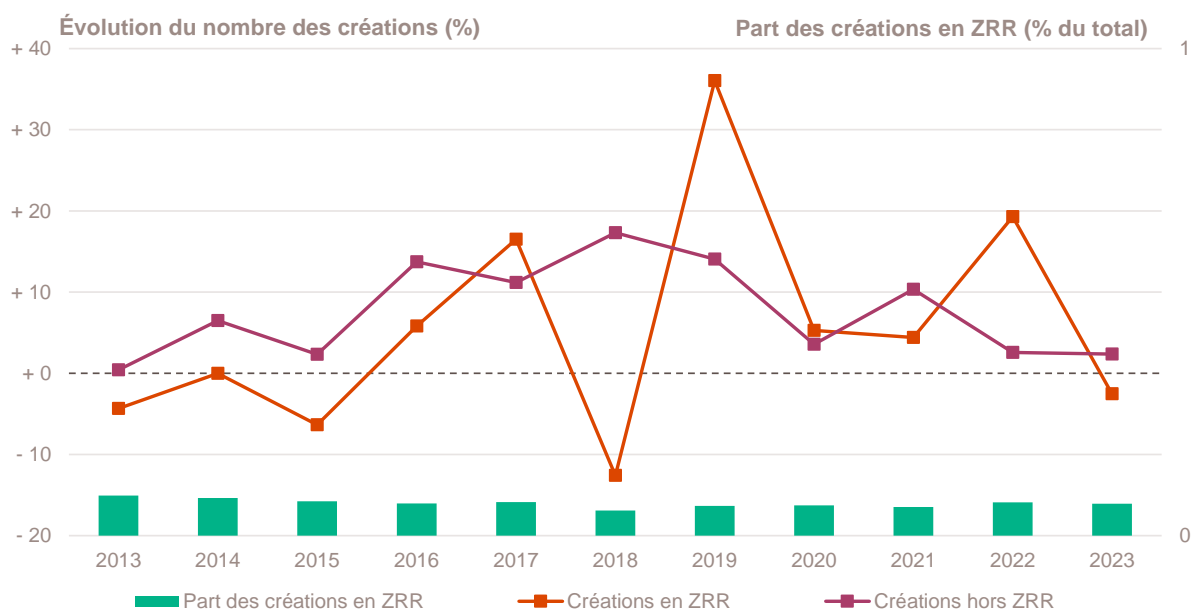
Création d'entreprise dans les ZRR

Année 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2022 (%)	Taux de renouvellement (%)
Créations en ZRR	193	0,1	- 2,5	+ 5,6	199
Créations hors ZRR	295 533	99,9	+ 2,4	+ 8,1	200
Total régional	295 726	100,0	+ 2,4	+ 8,1	200

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise dans les ZRR depuis 2013



Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 10 des activités porteuses de la création d'entreprise dans les ZRR

Top 10 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2023	Nombre de créations d'entreprises	Part %
3511Z - Production d'électricité	17	8,8
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	13	6,7
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	11	5,7
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	10	5,2
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	7	3,6
6831Z - Agences immobilières	6	3,1
6420Z - Activités des sociétés holding	5	2,6
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	5	2,6
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	4	2,1
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	4	2,1

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement en QPV par département

Année 2021	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (%)
Paris	3 596	252	224
Seine-et-Marne	1 401	154	400
Yvelines	2 041	192	368
Essonne	2 575	172	335
Hauts-de-Seine	1 823	177	285
Seine-Saint-Denis	13 911	224	270
Val-de-Marne	2 573	179	340
Val-d'Oise	3 973	187	274
Total QPV en Île-de-France	31 893	203	283

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements au cours de l'année 2021 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2021, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour la région.

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du Système d'information de la démographie des entreprises (Side), mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), toutes mises à disposition par l'Insee.

Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD et ZRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2023.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne correspondent pas à ce concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2023.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2023.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'oeuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces nouvelles entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une entreprise créée et appartenant à la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de créations

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans la région. Ce chiffre varie donc pour chaque région.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 02/04/2024.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, Fiche statistique pour l'année 2023. Bpifrance Création, avril 2024. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)